

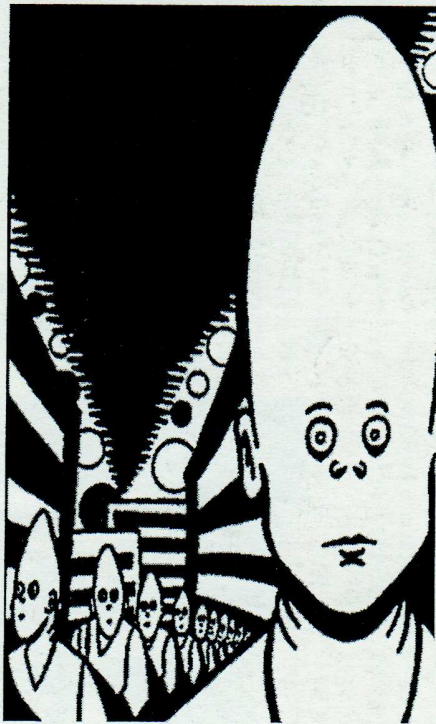
Le risque zéro

L'EUROPE AINSI QUE LA SUISSE SONT SECOUÉES PAR UNE NOUVELLE AFFAIRE DONT LES GAZETTES S'EMPRESSENT DE FAIRE LEURS CHOUX GRAS. Piquant la première place de l'audimat à la vache folle, le "syndrome des Balkans" est la star médiatique incontestée de ce début de millénaire.

La Guerre du Golfe a inauguré, il y a une dizaine d'année, le concept de "guerre propre". Souvenez-vous, à l'époque, militaires et médias ressassaient jusqu'à la nausée les "frappes chirurgicales", les "dégâts collatéraux" minimes, bref, créaient de toutes pièces un nouveau type de guerre, parfaitement "politically correct", médiatique à souhait et... dont les images ont été largement commercialisées.

Or, la Guerre du Golfe a permis pour la première fois aux Etats-Unis de tester en grandeur nature plusieurs de leurs innovations technologiques. Parmi elles, les munitions à l'uranium appauvri (UA). Ce métal bon marché d'une grande densité permet aux ogives qu'il recouvre de percer à peu près n'importe quel blindage. "Légèrement" radioactif selon les militaires, il a tout de même l'inconvénient de se vaporiser lors des impacts en infimes particules qui, flottant librement dans l'air, peuvent être inhalées, avalées, et se déposer n'importe où. Les personnes en contact avec ces poussières sont donc contaminées et encourent de graves risques pour leur santé. En Irak, des médecins attestent de l'augmentation des cas de

cancer et de malformations dans les régions où ces obus ont été utilisés. Des scientifiques n'émettent aucun doute quant à l'extrême toxicité de ces poussières. Les endroits contaminés mettraient même des milliards d'années à se débarrasser de la radioactivité engendrée par l'utilisation de l'UA.



Malgré ces faits avérés, en toute connaissance de cause, l'Otan a largement réutilisé ces munitions en Bosnie (10 000 obus, 1994-1995), et en Kosove et Serbie (30 000 obus, 1999),

exposant par là ses propres soldats, mais aussi et surtout les populations civiles. Et c'est là qu'intervient le tour de magie que sont en train de nous interpréter autorités, médias et scientifiques corrompus : il n'y a pas de lien prouvé entre l'UA et les soldats malades (et puis, c'est bien connu, l'UA n'attaque que les reins et les poumons), il n'y a pas de données fiables concernant les taux de cancer dans la population civile... Bref, les soldats malades se font des idées, et les civils ne risquent rien (à répéter trois fois chaque soir avant le coucher). Et, après avoir refoulé les Bosniaques, on peut donc continuer à expulser les Kosovars en toute bonne conscience vers leurs champs verdoyants et radioactifs.

Mais la tranquille assurance affichée par les autorités militaires suisses tente assurément de dissimuler un malaise certain : interviewé par la Télévision romande au sujet du soldat suisse mort à son retour de Bosnie, le divisionnaire Peter Eichenberger, médecin-chef de l'armée, minimise en parlant tout d'abord de « maladie grave », de « maladie maligne », puis, visiblement troublé, finit par convenir à contrecoeur et en bafouillant qu'il s'agit bien d'un cas de cancer.

F. MIRAIL

S O M M A I R E

Solidarité Comment le pouvoir russe

forge l'image de la Tchétchénie

Manif Si on allait faire un peu de sports d'hiver à Davos?

Débat Féminisme et féminisation

Capitalisme De la responsabilité sociale des exploités

Liberté pour Leonard Peltier ! Urgence !

Leonard Peltier, cet Américain autochtone en prison depuis 24 ans pour un crime qu'il n'a pas commis, attend la réponse de William Clinton à sa demande de grâce présidentielle. Clinton ne s'étant toujours pas prononcé, il importe de lui rappeler de le faire avant la fin de son mandat présidentiel. Il est donc urgent d'inonder la Maison Blanche d'appels de soutien, soit en se connectant au www.globalexchange.org/campaigns/usa/peltier/getinvolved.html (fax gratuit), soit en faxant au 001 202 456 2461, soit en téléphonant au 001 202 456 1111. Rappelons que la grâce présidentielle est la dernière et unique chance de Leonard de ne pas terminer sa vie en prison.

Cinq mythes sur la Tchétchénie

SOLIDARITE • Nous publions ci-dessous des extraits d'un texte (et une photo) que nous a fait parvenir l'un de nos correspondants russes à propos des mythes et mensonges que les autorités russes font circuler sur les Tchétchènes. Le texte intégral est à la disposition des lecteurs qui nous en feront la demande (merci de nous envoyer une enveloppe timbrée).

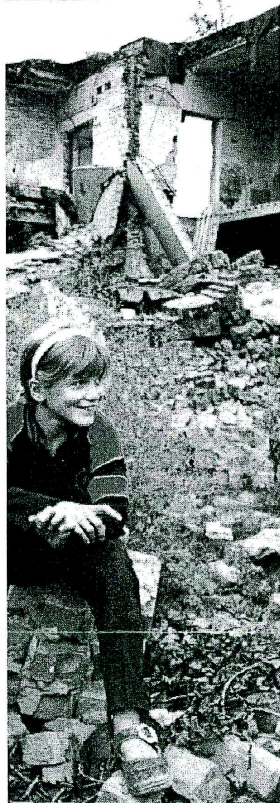
La Tchétchénie fait intégralement partie de la Russie.

La conquête de la Tchétchénie par l'Empire russe a commencé au XVIIIe siècle et s'est achevée au milieu du XIXe. Le but du tsarisme était « la soumission des montagnards et l'élimination des insoumis » (Tsar Nicolas Ier). Au cours de cette conquête, les Tchétchènes ont été chassés des terres fertiles, leurs villages ont été démolis. Ils ont fui dans les montagnes ou se sont exilés en Turquie. Pendant presque 80 ans (1780-1859) les montagnards ont mené une lutte armée contre les colonisateurs. Son apogée fut la Guerre du Caucase (1817-1859), la plus longue coloniale de l'histoire. Pour réduire ces montagnards, il a fallu aux Russes des troupes plus nombreuses que lors de la guerre contre Napoléon. Malgré cela, la population tchétchène a persisté dans son refus d'intégrer l'Empire russe. Des soldats russes qui ne voulaient pas participer à cette aventure ont déserté et se sont évadés en Tchétchénie (qui à la différence de la Russie tsariste était alors libre du servage). A l'époque, les forces démocratiques et révolutionnaires du monde approuvaient la résistance tchétchène et la considérait comme partie intégrante de la lutte mondiale pour la liberté. Mais les forces en présence étaient trop inégales. Après plusieurs décennies de lutte armée sanglante, le tsarisme a vaincu la résistance des peuples du Caucase et les a inclus de force dans l'Empire russe.

Les Tchétchènes constituent une nation de bandits; le brigandage, la prise d'otage sont des traits caractéristiques de leur ethnie.

L'historiographie russe du XIXe siècle a reconnu que dans un premier temps ce sont les

Kazakhs russes habitant le long de la rivière Terek et non les Tchétchènes qui furent les plus actifs dans le brigandage au Caucase. En ce qui concerne la prise et le meurtre des otages, le record



Tchétchénie, automne 2000

historique n'appartient pas aux Tchétchènes. Les chefs militaires russes, notamment le général « héroïque » Ermolov, ont abondamment pratiqué le système de la prise massive d'otages au Caucase. On prenait un grand nombre d'otages et on les pendait juste après la révélation de

quelque « trahison »...

Si on veut parler de l'explosion de la criminalité et des raptés en Tchétchénie à l'heure actuelle, il faudrait se poser une question : qu'est-ce qui se passerait en Russie même, si les villes et les villages étaient en ruine et l'économie éliminée comme en Tchétchénie? L'indignation contre le « terrorisme et le banditisme tchétchène » du côté de

la propagande officielle, des autorités et des militaires est le comble du cynisme. Ceux qui réalisent et justifient le terrorisme d'Etat, ceux qui sont responsables des meurtres, des tortures, des viols en masse, des oreilles coupées... n'ont aucun droit de se porter garants de la « légitimité ». **Pendant la deuxième guerre mondiale, les Tchétchènes ont collaboré en masse avec les occupants nazis, c'est pourquoi ils ont été déportés.**

En réalité les troupes allemandes n'ont occupé qu'un petit morceau du territoire de l'Ingouchie, la Tchétchénie ne fut point occupée. C'est pourquoi la « collaboration en masse » des Tchétchènes avec les occupants n'a pas pu exister du fait même de l'absence de ces derniers. Ce qui a existé en fait, c'est la lutte armée des Tchétchènes contre la domination impériale de Staline, lutte à laquelle le pouvoir a répondu par le génocide sous forme de déportation.

L'insurrection des Tchétchènes a commencé durant l'hiver 1940, c'est-à-dire quand Hitler et Staline étaient encore alliés. Cette insurrection était la conséquence légitime de la politique coloniale stalinienne au Caucase. Voici quelques éléments de cette his-

toire. Pendant la Guerre civile en Russie, la majorité de la population de Tchétchénie-Ingouchie a approuvé la Révolution. Après la victoire des Rouges, la Tchétchénie a reçu une autonomie. La première moitié des années vingt semble être la période la plus paisible et bienfaisante de l'histoire tchétchène. Mais en 1925, des « marionnettes » aux ordres de Moscou ont succédé aux anciens dirigeants de la Tchétchénie. Le NKVD a commencé des opéra-

En Russie, la machine de propagande officielle tourne à plein rendement à propos de la Tchétchénie. Son but est le nettoyage massif des cerveaux. Pour cela on utilise des mythes datant de l'époque du tsarisme et du stalinisme. Ce texte s'efforce de comparer les mythes les plus répandus avec les faits et la simple logique.

tions à grande échelle contre les éléments considérés comme déloyaux. En 1929-1932, la collectivisation forcée a provoqué les rébellions en Tchétchénie. Celles-ci furent réprimées de manière féroce. Puis a suivi la terreur de la fin des années trente... Cependant, les traditions de lutte de libération ont persisté parmi les Tchétchènes. A cette époque, les insurgés ne combattaient pas avec des mots d'ordre islamiques. L'idéologie du mouvement dirigé par des intellectuels (l'écrivain K. Israilov, l'homme de loi M. Cheripov, etc.) était celle de la lutte pour la libération nationale. Dans plusieurs districts de montagne, les insurgés ont renversé les satrapes stalinien et proclamé la formation d'un « gouvernement populaire révolutionnaire provisoire de la Tchétchénie-Ingouchie ». En 1942, après des bombardements massifs, les troupes du NKVD ont réussi à vaincre la résistance des Tchétchènes. En 1944, ces derniers, comme les autres peuples insoumis, furent déportés. Pendant cette déportation, plus de 130'000 personnes ont péri, dont plus de 72'000 Tchétchènes et Ingouches.

L'opération actuelle des troupes russes en Tchétchénie est une réponse à l'invasion des Tchét-

chènes au Daghestan et aux attentats (explosions d'immeubles) en Russie organisés par eux.

Les préparatifs à la campagne militaire contre la Tchétchénie ont commencé plusieurs mois avant les événements au Daghestan. Le raid de Bassaev a simplement servi de prétexte à la guerre. [De toute manière] la thèse de « la réponse adéquate à l'agression de la Russie » reste très douteuse. Quand les détachements

russes ont combattu en Abkhazie pour la séparation de la Géorgie (à propos, aux côtés du même Bassaev), per-

sonne ne pensait qu'en qualité de « réponse adéquate » la Géorgie aurait dû déclarer la guerre au Kremlin et bombarder Moscou. De même, la participation de mercenaires russes aux combats en Bosnie et en Kosovo, à côté de Milosevic, n'a pas entraîné le « nettoyage » du territoire russe par les détachements bosniaques ou albanais.

Quant à l'explosion des immeubles, il n'existe pas de preuves ou de témoignages qui confirment la responsabilité des structures tchétchènes...

Si on donne la Tchétchénie aux Tchétchènes, la Russie se dissoudra.

Si un peuple est retenu dans un Etat au moyen de la force, cet Etat est un empire qui est condamné à se dissoudre. Tous les « grands » empires qui ont existé dans l'histoire ont fini par se dissoudre, même si leurs dirigeants ont fait couler des torrents de sang. C'est donc une rétention forcée de la Tchétchénie qui mène directement à une dissolution garantie de la Russie. La vraie unité de la Fédération de Russie ne peut se fonder que sur les aspirations de ses peuples à vivre ensemble.

ALEXEI GOUSSEV

Courrier des lecteurs

Je ne ferai pas l'achat du livre de Chomsky que vous avez réédité pour la raison simple que cet universitaire a été naguère le préfacier du négationniste Faurisson. Ce genre d'erreur (celle de Chomsky) ne se ratrape pas. D'ailleurs, ayant eu le loisir de lire certains de ses ouvrages, je dirais que ses critiques de l'"impérialisme" et des médias sont à peu près aussi pertinentes que d'affirmer, ad nauseam, que les milliardaires sont riches et que les patrons exploitent. Un Bourdieu bouseux ne ferait pas pire. Je lis votre journal depuis deux ans et mon opinion est que vous êtes bien plus pertinents et dérangeants lorsque vous traitez des sujets locaux (dénonciation des apparatchiks de la FTMH, critique de la politique scolaire, mise en évidence des mensonges véhiculés par les misérables salariés intellectuels d'Edipresse, etc) que lorsque vous vous risquez dans un tiers-mondisme un peu dépassé (cf. article sur la Colombie). Et quand on a un Durruti, un Orwell et un Debord (et même un Tordjmann), à quoi sert un Chomsky plus qu'avancé (au sens de la poire qui pourrit)? Bien sincèrement, [nom connu de la rédaction].

Luge des classes à Davos

Qu'est ce que le World Economic Forum (WEF)? C'est une fondation de droit privé qui regroupe les 1000 premières firmes globales qui « mènent l'économie mondiale » dans le but de constituer une « communauté globale, un partenariat global entre les leaders économiques, politiques, universitaires et médiatiques ». On comprend donc que le WEF est un lieu privilégié où se tiennent des liens

solides entre représentants des mondes politique et économique. Organisant plusieurs fois par année des meetings régionaux, le WEF réunit tout son monde une fois par année à Davos. C'est le Forum de Davos auquel se ruent les « global leaders for tomorrow » : dirigeants politiques, économiques, experts et leaders des médias, pour y « améliorer l'état du monde ».

Informations tirées de (AU) REVOIR DAVOS, bulletin funéraire d'informations de la coordination AntiWto - Genève, novembre 2000

Le samedi 27 janvier 2001, grande manifestation anticapitaliste à Davos

Je m'abonne à Aujourd'hui!

normal

- ▶ 12 n° : 15 francs
- ▶ 24 n° : 30 francs
- ▶ 48 n° : 60 francs

soutien

- 25 francs
- 50 francs
- 100 francs

Nom _____
Rue _____
NPA/Ville _____

Règlement par CCP : Direct!, CCP 17-574 134-6. Envoyer à : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2.

Du nombre de prisonniers politiques à Cuba

Amnistiel corrige une coquille parue dans son n° 21. Au sujet de la situation cubaine, il fallait lire « plusieurs centaines de prisonniers politiques », au lieu de « plusieurs centaines de milliers ». Notre article Stop à la BUSHerie américaine (AUJOURD'HUI n° 74) citant le mauvais nombre, nous faisons part de cette correction à nos lecteurs.



Féminisme et féminisation

DÉBAT • *L'une de nos lectrices nous a fait part de sa « déception quant à l'absence de dimension féministe qui caractérise [nos] écrits » en nous demandant « de montrer un bout de sensibilité par rapport aux problèmes d'égalité et d'émancipation qui touchent les femmes en féminisant les articles et les brèves qui composent Aujourd'hui ».*

En tant que rédactrice régulière d'AUJOURD'HUI, je reconnais volontiers que les questions touchant l'oppression des femmes ne sont pas assez souvent abordées dans notre journal. Cela dit, il est faux de parler d'absence. Un survol rapide de la collection permet de trouver tout de même quelques articles traitant de questions "féministes" ou de "genre" sur des thèmes tels que : « Allaitement et SIDA » (n° 68), « Assurance maternité » (n° 45), « Excision » (n° 37), « Virilité et Viagra » (n° 20), « Harcèlement sexuel » (n° 3), etc. Par contre, le fait de ne pas systématiquement* féminiser les articles du journal n'est pas le résultat d'un "oubli" ou d'une méconnaissance de la problématique féministe, mais le fruit d'une décision collective que j'approuve pour différentes raisons que je vais brièvement essayer d'expliquer.

La lutte pour la féminisation des textes me semble assez facile à récupérer par le système capitaliste et l'Etat. En Suisse, des réformes ont été entreprises pour modifier la dénomination des postes à responsabilité. Dans l'administration, on a désormais des cheffes. Est-ce que cela a changé quelque chose à la situation des femmes qui sont toujours, en grande majorité, en bas de l'échelle sociale, exploitées ou exclues du monde du travail ?

On peut déplorer que le français soit une langue machiste qui ignore le neutre et qui donne au masculin le rôle de signifier l'universel. Mais de là à penser qu'une réforme artificielle de la langue écrite va changer les mentalités, il y a un pas que je ne franchis pas. Étant plus matérialiste (et réaliste) qu'idéaliste, je note au contraire que, trop souvent, des discours « libérateurs » ont permis la mise en

place de formes nouvelles de contraintes et de contrôle.

Depuis quelques années, le féminisme "de parole" fait recette et il y a là beaucoup de démagogie. Dans la bourgeoisie zurichoise, il est désormais de bon ton que ces dames fassent de la politique pendant que ces messieurs s'enrichissent dans les affaires. La gauche n'est pas en reste (la "victoire" de l'élection de Ruth Dreifuss a surtout aidé à faire passer la retraite des femmes à 64 ans...). Je trouve dommage que des anarcha-féministes s'engagent dans cette surenchère en décrétant que la féminisation des discours est un préalable à la lutte féministe. En tant que femmes, nous pouvons faire preuve d'un peu plus de subtilité en jouant, par exemple, sur les deux tableaux et en revendiquant le masculin aussi bien que le féminin (les mecs pourraient faire de même, cela ne leur ferait pas de mal!). Je pense souvent à la réplique faite par l'avocate féministe Gisèle Halimi au Général de Gaulle lorsqu'il lui demanda : « Madame ou Mademoiselle ? » – c'était pendant la guerre d'Algérie, elle venait demander la grâce pour un condamné à mort – et qu'elle répondit : « Appelez-moi Maître! ».

Quand nous nous exprimons en tant que personnes, sommes-nous vraiment obligés de penser sans cesse à notre être sexué, à cette petite différence entre l'anatomie masculine et féminine ? Il me semble que certaines formes de féminisme entrent dans des dynamiques purement identitaires et participent ainsi à la « balkanisation » des mouvements sociaux ; cette évolution qui veut que les différentes catégories d'opprimés luttent uniquement pour ce qui les concerne au plan personnel, ne s'adressent plus qu'aux initiés, aux déjà convaincus et finissent par ne plus rien avoir à se dire.

M. ARGERY

* Au moment où la question s'est posée dans notre collectif, il ne s'est pas non plus manifesté une opposition de principe à la féminisation des textes, pour preuve le nom même de notre groupe, figurant dans l'en-tête du journal était, jusqu'il y a peu, « DIRECT! AmiEs de l'AIT ».

Mais qui est responsable ?

BILAN, le magazine économique suisse, consacre un dossier* au thème de la responsabilité sociale des entreprises dans son numéro de janvier 2001. Tant les dernières manifestations contre la globalisation (Seattle, Prague...), les récentes "sales affaires" écologiques (levoli Sun, Erika...), que l'engouement de certains actionnaires pour les fonds "éthiques" poussent de plus en plus de chefs d'entreprise à accorder leur attention à une certaine responsabilité. Ils se distancient en cela des théories de l'économiste Milton Friedman, Prix Nobel et maître à penser de toute une génération d'entrepreneurs, qui, lui, prône la totale absence de préoccupation sociale chez les dirigeants économiques.

La fondation Philius, en Suisse, regroupe les "activistes" de la responsabilité sociale, au nombre desquels on compte Arthur Andersen, Maus Frères (Manor), Lombard Odier, Firmenich, et tente de constituer un « réseau d'entreprises citoyennes ». Les patrons se découvrirait-ils une vocation altruiste ? Que nenni ! En fait, la responsabilité sociale, « c'est payant, même si le retour sur investissement n'est pas immédiatement perceptible ». Vous l'avez bien compris, il ne s'agit que d'une histoire de gros sous. Les « dégâts d'image » (par exemple, Nike qui a perdu des millions et dont les actions ont sensiblement chuté lors de l'affaire des ballons de foot cousus par des enfants) inspirent une sainte frousse à nos braves patrons, qui préfèrent prendre les devants en signant des chartes éthiques qui « en [elles]-mêmes, ne veu[en]t rien dire » et « dont personne ne peut vérifier le suivi ». Pas vraiment éthique, tout ça, mais, que voulez-vous, « on est pas là pour faire de la charité, mais pour se bagarrer », confie P. Nordmann, (Maus Frères), qui paie certains de ses employés 3000.- par mois : « [...] l'argent compte, mais il n'y a pas que ça, il y a la dignité, un réel désir de se sentir utile et de retrouver du sens dans ce que l'on fait » !

De plus, tout l'actuel tintoin sur les placements éthiques (voir AUJOURD'HUI n° 74) doit inspirer un certain appétit aux patrons, même si pour l'instant ce type de placements ne récolte qu'un succès d'estime (par exemple, le fond Ethos réunit un milliard de francs de capitaux, ce qui ne représente que 0,15 % de la capitalisation boursière en Suisse).

Mais cela est bien beau de parler de responsabilité : il faut tout de même savoir qui, en fin de compte, est bien responsable.

Le journaliste Toublan finit par conclure qu'au sein d'une entreprise, en définitive, tout le monde est co-responsable... La prochaine fois que Shell fait des bêtises en Afrique, engueulez le pompiste !

F.M.

*Dossier dont sont extraites toutes les citations

Editeur responsable Claude Cantini

Tirage 1600 exemplaires

Courrier DIRECT! Case postale 2254

CH-1211 Genève 2

Téléphone & fax int+4122 734 29 22

! NOUVEAU! Email direct_ait@tao.ca

CCP DIRECT! 17-574 134-6.

Local 24, rue de Montbrillant, Genève

Internet www.tao.ca/~direct_ait